

**L'UFC vous présente ses meilleurs vœux**

La Fédération FAPT et son Union Fédérale des Cadres CGT vous présentent ses meilleurs vœux pour l'année 2009. Espérant que celle-ci vous apporte beaucoup de bonnes choses et plein de succès dans les actions que nous allons mener ensemble.

L'année 2009 va être ponctuée par de nombreux rendez-vous importants.

En premier lieu les élections le 22 janvier dans l'UES France Telecom/Orange et la journée de grève et de manifestations le 29 janvier.

Plus que jamais en 2009, les salariés avec la CGT, auront besoin de se faire entendre pour défendre l'emploi privé et public; lutter contre la précarité et les dérèglementations économiques et sociales; exiger des politiques de rémunérations qui assurent le maintien du pouvoir d'achat des salariés, des chômeurs et des retraités, réduisant ainsi les inégalités, défendre le cadre collectif et solidaire de la protection sociale, des services publics de qualité qui assurent leurs rôles de réponses aux besoins sociaux et de solidarité.

Cette nouvelle année doit être marquée par des acquis historiques pour nous-mêmes et les générations futures. Nous devons nous unir dans l'action face aux réformes promulguées par le gouvernement à la botte du capital et du MEDEF afin de dire non à la récession et pour un véritable progrès social.

2009 doit être l'arrêt de toutes les restructurations dans nos entreprises, avec la mise en avant des savoir-faire du personnel et des cadres par la revalorisation de toutes les grilles salariales, une politique ambitieuse de promotion et l'embauche en quantité et qualité de salariés dans nos services.

**Branche Poste****Grève unitaire le 29 janvier**

L'ensemble des syndicats ont appelé à une grève nationale dans tous les métiers pour le jeudi 29 janvier. Parmi les revendications figurent «*la défense de l'emploi privé et public, la lutte contre la précarité et les dérèglementations économiques et sociales, la défense des services publics*».

L'ensemble des fédérations syndicales Postes et Télécoms appellent tous les postiers à venir manifester massivement contre la privatisation annoncée par Nicolas Sarkozy.

L'unité syndicale donne des résultats : le 17 décembre, la Direction de l'Enseigne a annoncé le retrait du projet d'accord sur la modulation du temps de travail. Ce texte ne sera donc pas soumis à signature. C'est une première victoire liée aux luttes du personnel de l'Enseigne et à son opposition résolue à l'annualisation du temps de travail avec des semaines fortes (43 heures !), moyennes et faibles.

**Non à la mascarade élyséenne !**

La commission Ailleret a rendu un rapport dont on connaissait déjà les conclusions : la privatisation, c'est l'avenir de La Poste.

A la botte du pouvoir, cette commission a simulé des discussions en interdisant la publication des propositions syndicales ou politiques alternatives. La communication interne dit le contraire, évidemment. L'ouverture du capital à des investisseurs publics, c'est à court terme l'ouverture à des capitaux privés. C'est donc bien la privatisation et le démantèlement du service public postal. Nicolas Sarkozy avait organisé une réunion avec les syndicats, les parlementaires pour venir discuter le 19 décembre de l'avenir de La Poste. Le 18 décembre, Nicolas Sarkozy annonce sa volonté de transformer La Poste en société anonyme. En refusant de participer à cette mascarade la CGT entend ne pas cautionner la décision prise par le Président de la République de porter un coup au service public de La Poste.

**Branche Télécoms****France Télécom ou Arcelor Mittal ?**

Entreprise multinationale dont les bénéfices annuels se comptent en milliards qui supprime des emplois par dizaines de milliers, dont le PDG déclare dans un article de presse intitulé «*les dividendes priment sur les salariés*» qu' «*on ne peut pas envisager de priver les actionnaires de dividendes*». Ainsi s'exprime la direction d'Arcelor Mittal dans une ressemblance frappante avec celle de France Télécom.

Pour la CGT, une autre répartition des richesses s'impose, privilégiant les salaires, la création d'emplois stables et qualifiés, les investissements productifs, la recherche et le développement du très haut débit et des activités sur l'ensemble du territoire. Le 22 janvier les salariés de l'UES FT/Orange exprimeront leurs revendications par le vote CGT !

**Risques psychosociaux : un 1<sup>er</sup> pas**

Le 7 janvier le Comité Groupe France de FT s'est réuni. Dans le prolongement des travaux du CNHST des 27 et 28 novembre, est acté le fait que la Commission Stress travaillera désormais avec les directions de métiers.

Jusqu'à présent les travaux de cette Commission ont permis d'identifier les facteurs de stress pour cinq secteurs d'activité : métiers du téléphone, métiers techniques, encadrement, ventes, fonctions support. Contrairement à ce que propose la direction, il ne s'agit pas pour la CGT, de s'inscrire dans une logique d'accompagnement. Les cellules d'écoute qui deviennent les espaces d'écoute montrent leur limites objectives.

Pour la CGT, il s'agit de s'attaquer aux causes qui, comme le souligne l'Accord national interprofessionnel sur le stress au travail du 2 juillet 2008, sont liées à l'organisations du travail.

La CGT a demandé l'ouverture de négociations sur la déclinaison à FT de cet accord qui a été signé par toutes les organisations syndicales.

## Échos

### Une première avancée

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier, les nouvelles règles de représentativité des organisations syndicales sont effectives.

Les accords d'entreprise ou d'établissement doivent obtenir la signature d'organisations syndicales représentant à minima 30% des voix aux dernières élections des Comités d'Entreprise ou d'Etablissement.

De plus les organisations représentant plus de 50% à ces mêmes élections ne doivent pas y faire opposition.

C'est un pas important car il va éviter que des accords qui s'appliquent à l'ensemble du personnel ne soient signés que par une seule organisation ultra minoritaire comme cela est arrivé par le passé.

Pour la CGT, ceci n'est qu'une étape, car nous revendiquons la validation par des organisations représentant la majorité du personnel, ce n'est que le respect de la démocratie !

## Emploi

### Les profiteurs à la barre !

A l'heure de la hausse du chômage, des patrons voyous profitent de la crise sociale pour licencier, restructurer et délocaliser et le gouvernement accorde des milliards d'euros aux banques, des exonérations de charges sociales et fiscales croissantes aux entreprises sans contrepartie sur l'emploi et les salaires. La CGT fait d'autres propositions :

- Création d'un droit de veto suspensif des Comités d'Entreprise sur les plans de licenciements pour étudier des solutions alternatives.
- Relance de l'économie par la relance de la consommation venant d'une augmentation salariale et du pouvoir d'achat.
- Suspension de la loi TEPA exonérant les employeurs de charges sociales et défiscalisant les heures supplémentaires.

### Les faux pères Noël des Assedic

Les chiffres les plus farfelus circulent suite aux négociations sur l'assurance chômage.

La réduction de six à quatre mois de la période d'activité nécessaire à l'ouverture des droits permettrait, selon certains, d'indemniser 200 000 voire 300 000 chômeurs supplémentaires, alors qu'en réalité seuls 100 000 demandeurs supplémentaires seraient concernés.

Nous pourrions nous féliciter de cette réforme, puisque la CGT revendiquait de réduire cette période d'affiliation pour « repêcher » les salariés précaires.

En revanche, le projet réduit simultanément les droits de la majorité des chômeurs.

En effet, 900 000 d'entre eux verront leur durée d'indemnisation amputée de 1 à 9 mois et seront poussés plus rapidement vers l'exclusion et les minima sociaux.

## International

### Gaza doit vivre !

La CGT condamne avec la plus grande fermeté la politique militaire et meurtrière de l'État Israélien contre la population palestinienne de Gaza.

Ce sont des innocents qui paient le prix fort de l'extrémisme de quelques-uns, en Israël et à Gaza.

La riposte israélienne est totalement disproportionnée et cache mal des visées électoralistes. 100 tués pour un tué, tel est la règle militaire israélienne !

La CGT est aux côtés des pacifistes palestiniens, israéliens et du monde entier, pour affirmer sa solidarité avec le peuple palestinien, comme lors des manifestations du 10 janvier.

Après 60 années de guerre, il est temps que les résolutions internationales soient appliquées dans leur intégralité. Les peuples palestiniens et israéliens ont besoin de paix, pas de vivre dans des blockhaus protégés ou surveillés par des militaires.

Rejoignez l'Union Fédérale des Cadres CGT sur son site [www.cgt-fapt.fr](http://www.cgt-fapt.fr)

## Échos

### [www.cgt-fapt.fr](http://www.cgt-fapt.fr)

La CGT Fapt aborde cette nouvelle année avec un site Internet rénové.

Notre ambition est d'en faire un site plus moderne, plus convivial, plus interactif, plus adapté à notre secteur d'activité et qui réponde mieux aux attentes de chacune et chacun d'entre nous quelque soit l'entreprise dans laquelle nous travaillons.

Comme tout nouveau né, les premiers pas ne seront pas parfaits mais nous ferons tout pour apporter les améliorations nécessaires.

N'hésitez pas à nous apporter votre contribution, à nous indiquer vos attentes et vos propositions. Dans le même temps, faites connaître à vos collègues de travail ce nouveau site rénové.

Plus que jamais en 2009, la CGT aura besoin de faire entendre la voix des salariés et « d'être une force à vos côtés ».

## Europe

### Triste anniversaire pour l'€uro

Le dixième anniversaire de la monnaie unique européenne sera passé presque totalement inaperçu. Aucune initiative spectaculaire des médias ou du gouvernement qui, par cette célébration, aurait pu clore la présidence française dans le faste. La Commission européenne elle-même, jamais pourtant avare dans l'exercice de l'autosatisfaction, s'est montrée particulièrement discrète.

Certains politiques y ont misé beaucoup d'espoir, mais cette anniversaire ne parviendra pas à faire oublier l'évidence que la monnaie unique n'apportera pas aux peuples d'Europe l'avenir en rose que l'on leur a fait miroiter. Au contraire les prix ont flambé entraînant une forte baisse du pouvoir d'achat et l'€uro est devenu un instrument au profit des multinationales.

### Europe, c'est oui ou ... oui !

En juin 2008, 53% des irlandais ont rejeté le traité de Lisbonne. En droit européen, ce traité n'a plus de raison d'être, et il eût été normal de revoir entièrement ce traité en y intégrant une véritable Europe sociale. D'ailleurs, afin d'éviter d'autres rejets, la majorité des pays ont adopté ce traité sans demander l'avis aux citoyens, comme en France.

Mais le déni de démocratie continue, puisque aujourd'hui les responsables européens, chefs d'États et de gouvernement, ont demandé aux irlandais de revoter sur ce même traité, en espérant avoir un vote positif, avec des aménagements souverainistes mais aucune avancée sociale.

Voilà donc un traité qui se veut plus rendre l'Europe plus démocratique et qui commence par faire fi de l'avis des citoyens !

## Égalité

### Taux d'emploi H/F vers l'équivalence ?

Selon un institut de statistiques européen, l'écart entre les taux d'emploi des hommes et des femmes de 15 à 44 ans s'est réduit de 17,1 à 14,2 points entre 2000 et 2007 dans l'UE.

Le taux d'emploi est de 58,3% pour les femmes contre 72,5% pour les hommes. En France l'écart est de 60% contre 69,3%. La diminution s'explique dans l'allongement de la scolarité et le développement des métiers de services, mais aussi par l'augmentation du temps partiel (30,7% contre 6,9% pour les hommes).

L'ambition d'une égalité entre les sexes devrait nous interdire de penser que les femmes puissent avoir le choix entre travailler ou pas et à temps complet ou partiel.

Imaginons-nous tenir un tel discours pour l'insertion professionnelle des hommes ? L'égalité n'est pas l'équivalence réalisée avec le taux partiel pour les femmes.